

L'APÔTRE

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration : 103, rue Ste-Anne, Québec

VOLUME IX

QUÉBEC, JANVIER 1928

N° 5

Notre peuplement

LE problème le plus important peut-être que nous aurons à étudier au cours de l'année qui commence sera celui du peuplement de notre pays. Ce n'est pas qu'il soit nouveau ; depuis bien des années, il est à l'ordre du jour ; mais il se pose maintenant avec plus d'acuité que jamais.

Nous ne pouvons d'ailleurs indéfiniment en retarder la solution. Chaque année de retard que nous ajoutons à la période de notre inaction est un obstacle nouveau que nous laissons se placer dans la voie au règlement final.

Allons-nous continuer notre politique d'immigration sans issue ?

Allons-nous nous occuper enfin de notre propre population ? Et de quelle manière le ferons-nous ?

Il semble que ce sont là des questions qui se posent à l'heure actuelle, et auxquelles on se doit en haut lieu de donner une solution.

*

* *

Si nous continuons le régime inauguré depuis trop d'années, nous allons remplir le pays ou d'une population qui n'y voudra pas demeurer, parce qu'elle n'a aucune aptitude à cultiver la seule chose que nous avons véritablement à lui offrir : de la terre ; ou nous encombrerons nos villes de sans-travail et de graines à troubles sociaux, encombrant en même temps nos prisons et nos asiles de toutes sortes ; parce qu'il ne fait pas bon d'essayer vivre de l'air du temps, surtout en ville.

Nous ferons plus en important une mosaïque de peuples qui seront difficiles à mettre d'ac-

cord avec l'intérêt national tel que devrait le comprendre le peuple canadien. Et nous importerons, au surplus, une population juive qui accentuera chez nous un problème qui se pose déjà dans notre province.

Et pire encore : nous continuerons à ne pas nous occuper de placer chez nous les fils du sol, prolongeant une politique d'exportation du meilleur capital que nous puissions posséder.

*

* *

Le problème a été posé sérieusement à la dernière conférence interprovinciale. Pour satisfaire ceux qui le posaient ainsi : les Canadiens français, on leur a offert un compromis qui sera peut-être révisé, mais qui ne nous a pas paru, au premier abord, honorable.

Quel est ce compromis ? Le rapatriement.

Le rapatriement ? A la bonne heure, direz-vous.

Vous n'y êtes pas : Le rapatriement dans la province de Québec des Canadiens français émigrés au États-Unis.

Ce n'est pas tout. A cette fin on nous ferait contribuer notre somme de frais, pendant que nous paierions quand même pour amener des immigrants dans les autres provinces.

Et on nous offre une somme ridicule.

Ce n'est donc pas du rapatriement canadien que l'on nous offre, mais du rapatriement québécois. Ceux qui voudront revenir n'auront plus le choix des provinces, mais seulement celui du lot de colonisation qu'ils pourront prendre dans notre province.

*

* *

Cette solution ne nous convient pas, parce qu'elle ne nous paraît pas sans arrière-pensée.